

Côte d'Ivoire/Justice

# L'ex-président Laurent Gbagbo demande son acquittement à la CPI

AFP  
La Haye/Pays-Bas

Sa défense estime insuffisants les éléments de l'accusation. Les demandes sont similaires dans le camp de la défense de Charles Blé Goudé.

LES audiences sur une demande d'acquittement de Laurent Gbagbo pour crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale (CPI) ont débuté hier, sous les yeux de centaines de personnes venues soutenir l'ancien président de la Côte d'Ivoire. M. Gbagbo est jugé pour des crimes contre l'humanité présumés commis pendant la crise post-électorale de 2010-2011, qui a fait des milliers de morts en Côte d'Ivoire. Il est le premier ancien chef d'Etat à avoir été remis à la CPI, qui siège à La Haye. Après plus de deux ans de procès, la défense estime que les éléments de l'accusation sont "insuffisants" pour prouver les charges "au-delà de tout doute raisonnable" et demande un non-lieu total. Les demandes sont similaires dans le camp de la défense de Charles Blé Goudé, ex-chef du mouvement des Jeunes patriotes fidèles à l'ancien président. M. Blé Goudé aurait été à la tête d'hommes ayant tué et



Photo : AFP

Accusés de quatre chefs de crimes contre l'humanité, l'ancien président Laurent Gbagbo...

violé des centaines de personnes dans le but de maintenir Laurent Gbagbo à la tête du pays. Les deux hommes sont accusés de quatre chefs de crimes contre l'humanité : meurtres, viols, persécutions et autres actes inhumains. Tous deux ont plaidé non coupable. "Nous demandons la libéra-

tion de notre président. Ce n'est pas juste un soutien, c'est un refus de l'injustice", a déclaré à l'AFP Jules Okou, un Ivoirien de 58 ans qui habite à Paris. Il a fait le voyage jusqu'à La Haye "pour montrer à Laurent Gbagbo qu'il n'est pas seul". Les audiences devant la CPI sur la demande d'acquittement se tiendront



Photo : AFP

... comme l'ex-chef du mouvement des Jeunes patriotes, Charles Blé Goudé, demandent leur acquittement à la CPI.

jusqu'à vendredi. La décision des juges pourrait prendre plusieurs mois. "PERSONNE N'A ETE PUNI" Les violences en Côte d'Ivoire ont fait plus de 3 000 morts en cinq mois, entre décembre 2010 et avril 2011, durant une crise née du refus de Laurent Gbagbo de céder le pouvoir à son rival Alassane Ouattara, reconnu vainqueur de la présidentielle. L'ancien président ivoirien s'est "accroché au pouvoir par tous les moyens" et a fomenté une campagne de violences pour tenter de le conserver, a martelé l'accusation depuis le début du procès, en janvier 2016. L'accusation a fait valoir hier devant la Cour que les juges devaient rejeter la demande de non-lieu.

Des preuves de crimes, "dont des meurtres" de partisans du rival de M. Gbagbo, Alassane Ouattara, n'ont jamais "fait l'objet d'une enquête appropriée, ont simplement été ignorées par les autorités ou même dissimulées par des dénégations", a déclaré Eric MacDonald, premier substitut du procureur. "Personne n'a jamais été puni", a-t-il ajouté. "LIBEREZ GBAGBO !" Devant le centre de détention de la CPI, des centaines de partisans étaient regroupés afin de manifester leur soutien, vêtus de t-shirts à l'effigie de l'ancien président. Drapeaux ivoiriens sur les épaules, ils scandaient : "Libérez Gbagbo !", sous l'œil de dizaines de policiers. A l'initiative des partisans de l'ancien président, les débats étaient diffusés sur grand écran dans plusieurs endroits d'Abidjan, notamment dans les quartiers populaires pro-Gbagbo Anono et Yopougon. "Il y a beaucoup d'espoir" que M. Gbagbo soit "lavé de toute souillure" et "redevienne président", a déclaré à l'AFP Maurice Lohourignon, secrétaire adjoint du Front populaire ivoirien (FPI) fondé par M. Gbagbo. "Il faut libérer Laurent Gbagbo pour que la paix revienne" en Côte d'Ivoire, a affirmé une partisane, Victorine Tebresson.

L'Afrique en bref

- **Mali/Jihadistes.** Une vingtaine de civils touareg tués dans le nord-est Une vingtaine de civils touareg ont été tués en fin de semaine par des assaillants armés dans le nord-est du Mali, près de la frontière nigérienne, a-t-on appris hier de sources concordantes.
- **Somalie/Jihadistes.** Attaque des islamistes contre un convoi militaire de l'UE Deux civils ont été blessés hier dans Mogadiscio lorsqu'un kamikaze à bord d'un véhicule chargé d'explosifs a percuté un camion d'un convoi militaire de l'Union européenne transportant des soldats italiens, a annoncé la police somalienne.

A travers le monde

- **Espagne-France/Politique.** Valls restera à Barcelone de toute façon L'ancien Premier ministre français Manuel Valls restera à Barcelone même s'il échoue aux municipales de mai 2019, a-t-il affirmé hier sur BFMTV et RMC, précisant avoir "récupéré (son) passeport espagnol".
- **France/Célébrités.** Aznavour, mort d'un géant



Photo : AFP

Il rêvait de chanter jusqu'à cent ans la vie, l'amour, la nostalgie, le temps qui passe. Charles Aznavour, le dernier des géants de la chanson française et son inlassable ambassadeur à travers le monde, s'est éteint dans la nuit de dimanche à hier à l'âge de 94 ans.

- **Indonésie/Séisme.** Début des enterrements de masse Des volontaires ont commencé hier à enterrer dans une vaste fosse commune des corps de victimes du séisme suivi d'un tsunami qui a dévasté l'île indonésienne des Célèbes, tandis que le gouvernement a lancé un appel à l'aide internationale devant l'ampleur des besoins humanitaires.

- **Iran/Attentat.** Téhéran mène des représailles en Syrie L'Iran a annoncé hier avoir attaqué à coup de missiles des positions jihadistes dans l'est de la Syrie en représailles à l'attentat ayant endeuillé le 22 septembre la ville iranienne d'Ahvaz, en affirmant qu'il ne s'agissait là que d'un "petit coup" avant le "châtiment véritable".

## Nigeria/A quelques mois de la présidentielle Buhari défend son bilan

AFP  
Abuja/Nigeria

Le président prononçait hier, jour de l'indépendance du pays, un discours - son dernier avant le scrutin auquel il se représente - aux allures de manifeste du gouvernement.

LA situation sécuritaire au Nigeria, en proie aux attaques du groupe jihadiste Boko Haram, a connu "une amélioration régulière" et le gouvernement reste déterminé à "mettre un terme à la crise", a affirmé hier à Abuja le président Muhammadu Buhari. Le chef de l'Etat nigérian prononçait son dernier discours à la nation à l'occasion du Jour de l'indépendance du Nigeria, avant la présidentielle de février 2019. M. Buhari, qui brigue un deuxième mandat, a défendu son bilan dans une allocution appa-

reue comme le manifeste de son gouvernement. M. Buhari, un ancien militaire de 75 ans, devrait être investi ce week-end candidat à ce scrutin par son parti, le Congrès des progressistes (APC, parti au pouvoir). Le principal parti d'opposition, le Parti Populaire Démocratique (PDP), devrait également désigner son candidat. Le 1er octobre, jour férié dans le pays, le Nigeria commémore son accession à l'indépendance de la Grande-Bretagne en 1960. C'est traditionnellement l'occasion pour le chef de l'Etat de faire le bilan de son action dans un discours à la nation. Muhammadu Buhari est arrivé au pouvoir en 2015 sur la promesse de mettre un terme à l'insurrection de Boko Haram, d'agir plus fermement contre la corruption et d'améliorer la situation économique. Il a promis hier de "travailler sans relâche à la promo-



Photo : AFP/L'Union

Candidat à sa succession à la fête du Nigeria, Muhammadu Buhari a évoqué hier une "amélioration régulière" dans la situation sécuritaire du pays.

tion, la protection et la préservation (...) d'un Nigeria uni, pacifique, prospère et sûr". Il avait déclaré dans le passé que les jihadistes, dont les violences ont fait plus de 27 000 morts depuis 2009, étaient "techniquement battus", malgré des attaques répétées.

Les dernières en date ont fait neuf morts le 19 septembre dans deux villages de l'Etat de Borno (nord-est). Evoquant les violences entre agriculteurs et éleveurs nomades dans le centre du pays, le président Buhari s'est contenté de déclarer qu'il recher-

chait une "solution durable" à ce conflit qui a fait 1 300 morts durant les six premiers mois de cette année et pourrait perturber le scrutin. A propos de l'économie du pays, en récession depuis 2016, il a déclaré que le gouvernement s'efforçait de mettre un terme à la dépendance du pays par rapport aux revenus pétroliers. M. Buhari a notamment vanté de nouveaux projets d'infrastructures et la stabilisation du naira et de l'inflation. Bien qu'aucune condamnation importante n'ait été prononcée ces trois dernières années, le président Buhari a assuré que des progrès avaient été réalisés dans la lutte contre la corruption. Le chef de l'Etat nigérian a enfin assuré que les élections seraient "pleinement participatives, libres et équitables".